International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

Culture Et Fihavanana Dans La Gouvernance Territoriale : Conception D'un Modele Endogene De Performance Institutionnelle Et De Developpement Durable Applique A La Region Sofia, Madagascar

DJAOSERA Iréné – Ex Député de Madagascar – Chef de Région SOFIA[1]
SOLOFOSON Georges[2, 3] ; ABRAHAM LantoniainaFelicité[2] ;
NDRIAMBANONA SoamirayAlice[1]

[1-] *Région SOFIA, Ministère de la Décentralisation*
[2-] *Ministère de l'Economie et des Finances*
[3-] *Ecole Doctorale ONIFRA*

Date of Submission: 16-10-2026 Date of Acceptance: 30-10-2026

RÉSUMÉ

La gouvernance territoriale constitue un enjeu majeur du développement durable, particulièrement dans les territoires où les institutions publiques modernes coexistent avec des systèmes sociaux, culturels et normatifs historiquement enracinés. À Madagascar, la Région Sofia offre un cadre pertinent pour analyser le potentiel du fihavanana, du fokonolona, du dina et des pratiques ancestrales dans le renforcement de la gouvernance locale.

Cet article examine comment les ressources culturelles endogènes, notamment le fihavanana, peuvent contribuer à la performance institutionnelle, à la participation citoyenne, à la cohésion sociale et à la durabilité territoriale. Il explore également les convergences éthiques entre le fihavanana malgache, le modèle africain Ubuntu, fondé sur l'interdépendance humaine et la solidarité communautaire, et les valeurs chrétiennes de justice, d'amour du prochain, de paix et de service. La recherche repose sur une analyse documentaire croisant les approches théoriques des institutions, du capital social, de la gouvernance polycentrique et du développement territorial avec les références institutionnelles relatives à Madagascar et à la Région Sofia.

L'analyse met en évidence que le fihavanana peut constituer une ressource institutionnelle lorsqu'il est articulé aux mécanismes participatifs, à la transparence, à la redevabilité et au respect des droits humains. Toutefois, son institutionnalisation nécessite des garanties contre le clientélisme, l'exclusion et la reproduction des rapports de pouvoir. L'article propose le modèle SGTED, articulant culture, capital social, institutions, économie locale et durabilité environnementale. Ce modèle envisage une gouvernance enracinée dans les réalités territoriales, tout en respectant les principes universels de justice et d'inclusion. Il souligne ainsi l'intérêt d'un dialogue entre héritage ancestral, sagesse africaine et valeurs chrétiennes, sans confusion entre leurs fondements respectifs. La validation empirique du modèle dans les sept districts de Sofia constitue une perspective de recherche nécessaire.

Mots-clés :*Fihavanana* ; Ubuntu ; gouvernance territoriale ; capital social ; valeurs chrétiennes ; développement durable.

ABSTRACT

Territorial governanceis a major concern for sustainabledevelopment, particularly in regionswhere modern public institutions coexistwithhistoricallyrooted social, cultural, and normative systems. In Madagascar, the Sofia Regionprovides a relevant setting for examining the potential contribution of fihavanana, fokonolona, dina, and ancestral practices to strengthening local governance.

This article investigates how endogenous cultural resources, particularlyfihavanana, cancontribute to institutional performance, citizen participation, social cohesion, and territorial sustainability. It also explores ethical convergences between Malagasy fihavanana, the African Ubuntu model, whichemphasizeshumaninterdependence and communitysolidarity, and Christian values of justice, love of neighbour, peace, and service. The researchisbased on a documentaryanalysiscombiningtheoreticalliterature on institutions, social capital, polycentricgovernance, and territorial developmentwithinstitutionalreferencesrelating to Madagascar and the Sofia Region.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

The analysisindicatesthatfihavananacan serve as an institutionalresourcewhenconnected to participatorymechanisms, transparency, accountability, and respect for humanrights. However, itsinstitutionalizationrequiressafeguardsagainstclientelism, exclusion, and the reproduction of unequal power relations. The article proposes the SGTED model, whichintegrates culture, social capital, institutions, the local economy, and environmentalsustainability. This model envisages a governanceframeworkrooted in territorial realitieswhileremaining consistent withuniversalprinciples of justice and inclusion. It highlights the value of dialogue between Malagasy ancestral heritage, Africanrelationalwisdom, and Christian ethicalprinciples, withoutconflatingtheir distinct foundations. Empirical validation of the model across the seven districts of the Sofia Regionisidentified as a necessary direction for future research.

Keywords:*Fihavanana*; Ubuntu; territorial governance; social capital; Christian values; sustainabledevelopment.

I. INTRODUCTION

La gouvernance territoriale occupe une place centrale dans les débats contemporains sur le développement durable. Pendant longtemps, le développement a été principalement associé à la croissance économique, à l'investissement et à la capacité de l'État central à orienter les ressources nationales. Si ces dimensions demeurent essentielles, elles ne suffisent pas à expliquer pourquoi certains territoires parviennent à mobiliser leurs ressources au bénéfice des populations, tandis que d'autres continuent de faire face à des difficultés économiques, sociales et institutionnelles. L'analyse du développement nécessite donc de prendre également en considération la qualité des institutions, la participation citoyenne, les relations de confiance et la capacité des acteurs à élaborer collectivement des réponses adaptées à leurs réalités locales (North, 1990 ; Ostrom, 1990 ; Sen, 1999).[1]

Cette approche conduit à considérer le territoire non seulement comme un espace géographique et administratif, mais également comme un espace de relations humaines, de savoirs, de pratiques économiques, de normes sociales et de mémoires collectives. Les politiques de développement ne produisent pas nécessairement les mêmes résultats partout, car les territoires présentent des ressources, des contraintes et des capacités institutionnelles différentes. Les travaux de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) soulignent ainsi l'intérêt des politiques territoriales adaptées aux caractéristiques et aux besoins des espaces concernés, plutôt que de stratégies uniformes insuffisamment attentives aux disparités locales.[2] La question n'est donc pas simplement de savoir quelles politiques appliquer, mais également comment les concevoir et les mettre en œuvre en tenant compte des populations, des institutions et des ressources qui structurent chaque territoire.

Cette problématique revêt une importance particulière à Madagascar, où les institutions administratives contemporaines coexistent avec des formes anciennes d'organisation sociale et de régulation communautaire. La décentralisation vise notamment à rapprocher l'action publique des citoyens et à permettre aux collectivités territoriales de participer davantage à la définition des priorités de développement. Toutefois, le transfert de compétences administratives ne garantit pas, à lui seul, une véritable capacité d'action territoriale. Celle-ci dépend également des moyens financiers disponibles, des compétences des responsables publics, de la transparence des décisions, de la coordination entre les institutions et de la possibilité pour les populations de participer effectivement aux choix qui concernent leur avenir.[3]

Dans ce contexte, les institutions formelles ne constituent qu'une partie de l'environnement de la gouvernance. Les règles coutumières, les solidarités familiales, les mécanismes communautaires de médiation et les pratiques locales de coopération contribuent également à organiser la vie collective. North (1990) montre que les institutions, entendues comme les règles formelles et informelles qui structurent les interactions humaines, influencent les comportements et les résultats économiques.[4] De

[1]North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge UniversityPress ; Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge UniversityPress ; Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Alfred A. Knopf.

[2] OCDE. (2025). *Place-BasedPolicies for the Future*. OECD Publishing.

[3] République de Madagascar. Loi organique n° 2014-018 du 12 septembre 2014 : Fixant les compétences et le fonctionnement des CTD (complétée par la loi n° 2016-030).

[4]North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge UniversityPress.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

son côté, Ostrom (1990) souligne que les communautés peuvent participer efficacement à la gestion des ressources communes lorsque les règles sont adaptées aux réalités locales, que les responsabilités sont clairement définies et que des mécanismes de contrôle et de règlement des conflits existent.[5] À Madagascar, l'étude d'Andriamalala et Gardner (2010) sur le dina illustre les possibilités, mais aussi les difficultés, d'articuler les normes communautaires avec le droit étatique dans la gouvernance des ressources naturelles.[6]

Parmi les ressources socioculturelles malgaches, le fihavanana mérite une attention particulière. Il renvoie à un ensemble de relations, de normes et de pratiques qui structurent les rapports entre les personnes et favorisent, selon les contextes, la solidarité, la réciprocité, l'entraide et la cohésion sociale. Sandron (2008) met en évidence la place du fihavanana dans les relations sociales et les mécanismes de solidarité au sein des communautés rurales malgaches.[7] Son intérêt pour la gouvernance ne doit cependant pas conduire à une idéalisation de cette valeur. Sa présence dans les relations sociales ne signifie pas nécessairement qu'elle exerce partout la même influence sur les activités économiques ni qu'elle produit systématiquement des résultats collectifs favorables. Son rôle doit donc être examiné à partir des pratiques observables et de leurs effets sur la coopération, la participation et la responsabilité collective.

Cette réflexion prend une dimension particulière dans la Région Sofia, où les réalités sociales et culturelles sont notamment marquées par la présence de communautés tsimihety. L'étude de cette culture ne saurait se limiter à une liste de coutumes ou à une représentation uniforme de la population. Elle suppose de reconnaître la diversité des pratiques, des trajectoires historiques et des formes d'organisation communautaire. Les recherches anthropologiques de Wilson (1967) sur la parenté et la filiation chez les Tsimihety constituent une référence pour comprendre certaines caractéristiques de leur organisation sociale.[8] Elles rappellent l'importance d'étudier les relations de parenté et les structures sociales dans leur contexte historique et culturel, plutôt que de leur attribuer des caractéristiques immuables.

Dans cette perspective, les valeurs de solidarité, d'entraide, de respect mutuel, de responsabilité partagée et de recherche de l'entente peuvent être étudiées comme des ressources potentielles de gouvernance lorsqu'elles sont effectivement présentes dans les pratiques communautaires. Le fihavanana, en particulier, peut servir de point de rencontre entre les héritages culturels malgaches et les exigences contemporaines de participation citoyenne. Il importe néanmoins de distinguer les valeurs générales partagées dans la société malgache des pratiques spécifiquement documentées chez les Tsimihety. Leur mobilisation dans une analyse scientifique doit reposer sur des données ethnographiques et empiriques, et non sur la présomption que toutes les communautés appliquent les mêmes normes de la même manière.

Le dialogue avec le modèle africain Ubuntu permet d'élargir cette réflexion. Ubuntu est généralement associé à une conception relationnelle de l'existence humaine, dans laquelle la personne se construit à travers ses relations avec autrui et sa participation à la communauté.[9] Cette perspective présente des convergences avec certaines dimensions relationnelles du fihavanana, sans que les deux traditions puissent être considérées comme identiques. De même, les valeurs chrétiennes de justice, d'amour du prochain, de paix, de service et de protection des personnes vulnérables peuvent contribuer à nourrir une réflexion éthique sur le développement territorial. L'appel biblique à pratiquer la justice, à aimer la miséricorde et à marcher humblement (Michée 6, 8), ainsi que l'enseignement relatif à l'amour du prochain (Luc 10, 25-37), offrent des repères susceptibles

[5]Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge UniversityPress.

[6]Andriamalala, G., & Gardner, C. J. (2010). L'utilisation du *dina* comme outil de gouvernance des ressources naturelles : leçons tirées de Velondriake, sud-ouest de Madagascar. *Tropical Conservation Science, 3*(4), 447–472. https://doi.org/10.1177/194008291000300409

[7]Sandron, F. (2008). Référence relative au *fihavanana* et aux relations sociales dans les communautés rurales malgaches.

[8] Wilson, P. J. (1967). *Tsimihetykinship and descent*. Référence anthropologique à compléter et à vérifier à partir de la notice originale du périodique *Africa*, notamment le volume, le numéro et les pages.

[9] Pour approfondir le cadre conceptuel d'Ubuntu, ajouter une référence scientifique spécialisée portant sur l'éthique relationnelle africaine. Une référence souvent mobilisée est : Tutu, D. (1999). *No future withoutforgiveness*. Doubleday. Il s'agit d'un ouvrage de réflexion théologique et éthique, à distinguer d'une étude anthropologique des pratiques tsimihety.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

d'inspirer l'engagement solidaire et le service du bien commun.[10]

L'articulation entre fihavanana, Ubuntu et valeurs chrétiennes doit toutefois être comprise comme un dialogue entre des références distinctes, et non comme leur assimilation. Elle ne dispense pas les institutions publiques de respecter la légalité, la neutralité, la liberté de conscience et l'égalité des citoyens. Elle ne permet pas non plus de présumer que les solidarités traditionnelles sont toujours inclusives. Des relations communautaires peuvent également reproduire des exclusions, des rapports de dépendance ou des mécanismes de favoritisme. La question scientifique consiste précisément à déterminer dans quelles conditions ces ressources culturelles et éthiques peuvent renforcer la gouvernance sans compromettre les droits individuels, la transparence et la responsabilité institutionnelle.

La Région Sofia constitue un terrain pertinent pour examiner ces enjeux. Ses potentialités agricoles, humaines et environnementales peuvent représenter des leviers importants de développement, mais leur valorisation dépend notamment de la capacité des institutions à coordonner les initiatives, à soutenir les activités économiques locales et à garantir une gestion durable des ressources. Les données démographiques et socioéconomiques doivent cependant être interprétées à partir de sources officielles datées et comparables. Les résultats du Recensement général de la population et de l'habitation de 2018, publiés par l'Institut national de la statistique (INSTAT), constituent notamment une référence pour établir le cadre démographique de la région, sous réserve de vérifier les chiffres retenus et leur correspondance avec le périmètre administratif étudié.[11]

Le problème du développement territorial ne se réduit donc pas à l'existence ou à l'absence de ressources naturelles. Il concerne aussi la capacité des institutions à transformer ces ressources en avantages collectifs durables, à répartir équitablement les opportunités et à associer les citoyens aux décisions publiques. Cette interrogation rejoint l'approche institutionnelle de North (1990), selon laquelle les règles qui structurent les interactions influencent les incitations et les performances économiques, ainsi que celle d'Ostrom (1990), qui souligne l'importance de règles collectives adaptées pour assurer la gestion durable des ressources communes.

Malgré ces apports théoriques, une question demeure centrale pour la Région Sofia : comment passer de la reconnaissance générale des valeurs culturelles à leur traduction en mécanismes institutionnels concrets, évaluables et compatibles avec les principes contemporains de bonne gouvernance ? Il ne suffit pas d'affirmer que le fihavanana favorise la cohésion sociale. Il faut examiner comment il intervient dans les processus de décision, la médiation des conflits, la participation des citoyens, la coopération entre acteurs et le suivi des projets territoriaux. Il convient également d'étudier les conditions dans lesquelles ces pratiques contribuent réellement à la transparence, à l'inclusion et à la performance institutionnelle.

Dès lors, la question principale de cette recherche est formulée comme suit : dans quelles conditions l'articulation du fihavanana, des ressources socioculturelles tsimihety, des principes relationnels de l'Ubuntu et des valeurs chrétiennes avec les institutions formelles peut-elle contribuer à améliorer la gouvernance territoriale et le développement durable dans la Région Sofia ?

L'hypothèse centrale est que la performance institutionnelle territoriale pourrait être renforcée par une articulation structurée entre les institutions formelles, les ressources culturelles endogènes et la participation communautaire, à condition que cette articulation respecte la légalité, les droits humains, l'inclusion, la transparence, la redevabilité et la durabilité environnementale. Cette proposition constitue une hypothèse de recherche à examiner, et non un résultat déjà démontré.

L'objectif général de cet article est d'analyser le potentiel du fihavanana et des ressources socioculturelles locales dans la construction d'un modèle de gouvernance territoriale adapté aux réalités de la Région Sofia.

Trois objectifs spécifiques en découlent :

Analyser les relations entre culture, fihavanana, valeurs tsimihety et gouvernance territoriale, en examinant leurs convergences et leurs particularités.

Identifier les mécanismes par lesquels les ressources sociales, culturelles et éthiques peuvent contribuer à la participation citoyenne, à la coopération institutionnelle et à la gestion durable des ressources.

Proposer un modèle endogène de gouvernance territoriale articulant culture, capital social, institutions, économie locale et durabilité

[10] Bible, Michée 6, 8 et Luc 10, 25–37.

[11] Institut national de la statistique (INSTAT), Madagascar. *Troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3), 2018*.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

environnementale, en vue d'une validation empirique dans les sept districts de la Région Sofia.

La contribution attendue de cette recherche réside ainsi dans la proposition d'un cadre d'analyse qui ne place pas la tradition et la modernité institutionnelle en opposition. Elle consiste plutôt à examiner comment les ressources culturelles du territoire peuvent dialoguer avec les exigences de la bonne gouvernance afin de favoriser une action publique plus participative, plus responsable et mieux adaptée aux besoins des populations. Le modèle SGTED s'inscrit dans cette perspective : il envisage le développement durable comme le résultat d'interactions entre les valeurs socioculturelles, la qualité des institutions, les dynamiques économiques locales et la préservation des ressources environnementales. Sa pertinence devra être appréciée à travers une investigation empirique permettant d'en vérifier les mécanismes, les limites et les conditions d'application dans la Région Sofia.

II. MÉTHODOLOGIE

2.1. Nature et positionnement de la recherche

Cette recherche adopte une approche qualitative, exploratoire et analytique, principalement fondée sur l'analyse documentaire et institutionnelle. Ce choix méthodologique répond à la nature de la problématique étudiée : comprendre dans quelles conditions les ressources culturelles et sociales, notamment le fihavanana, peuvent contribuer à la gouvernance territoriale et au développement durable dans la Région Sofia.

L'objectif n'est pas de mesurer directement un effet causal du fihavanana sur la performance des institutions, mais d'identifier les mécanismes théoriques et institutionnels par lesquels les normes sociales, les pratiques communautaires et les valeurs culturelles pourraient influencer la coopération, la participation citoyenne et la gestion des ressources territoriales. L'analyse documentaire constitue, à cet égard, une méthode pertinente pour examiner des informations issues de travaux scientifiques, de textes institutionnels et de documents de référence, à condition d'en apprécier la provenance, la pertinence et les limites.[12]

La Région Sofia est considérée comme une étude de cas territoriale. Cette approche permet d'examiner une problématique dans son contexte géographique, institutionnel, social et culturel, tout en tenant compte des interactions entre les différents niveaux de gouvernance. L'étude de cas ne vise pas à supposer que les observations relatives à Sofia s'appliquent automatiquement à toutes les régions de Madagascar, mais à construire un cadre d'analyse susceptible d'être discuté, confronté aux réalités locales et éventuellement adapté à d'autres territoires.[13]

Le corpus documentaire est organisé autour de quatre grandes catégories de sources :

- La littérature scientifique internationale, consacrée aux institutions, au capital social, à la gouvernance polycentrique, à la gestion collective des ressources et au développement territorial ;
- Les travaux scientifiques portant sur Madagascar, notamment ceux qui analysent le fihavanana, les institutions coutumières, les pratiques communautaires et les réalités socioculturelles tsimihety ;
- Les documents statistiques et institutionnels, produits notamment par l'Institut national de la statistique (INSTAT), les administrations publiques malgaches et les organismes de développement, afin de contextualiser les caractéristiques démographiques, économiques, sociales et environnementales de la Région Sofia ;

Les références relatives aux valeurs culturelles et éthiques, permettant d'examiner les convergences et les différences entre le fihavanana malgache, les principes relationnels de l'Ubuntu africain et les valeurs chrétiennes de justice, de solidarité, de paix et de service.

La sélection des documents repose sur leur pertinence par rapport à la problématique, leur crédibilité scientifique ou institutionnelle, leur adéquation au contexte malgache et, lorsque cela est possible, leur actualité. Les textes fondateurs sont conservés en raison de leur importance théorique, tandis que les données territoriales et les informations institutionnelles doivent être rapportées à leur période de publication. Une attention particulière est accordée à la distinction entre les résultats empiriques établis par les sources, les interprétations proposées par leurs auteurs et les hypothèses développées dans le présent article.

[12] Bowen, G. A. (2009). Document analysis as a qualitative researchmethod. *Qualitative Research Journal, 9*(2), 27–40. https://doi.org/10.3316/QRJ0902027.

[13] Yin, R. K. (2018). *Case studyresearch and applications: Design and methods* (6e éd.). SAGE Publications. Référence méthodologique pour la construction et la délimitation d'une étude de cas.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

Il convient de préciser que cette phase de recherche repose sur l'analyse documentaire. En l'absence de données de terrain recueillies spécifiquement pour cette étude, les interprétations relatives aux pratiques actuelles des communautés tsimihety et aux effets concrets du fihavanana sur les institutions de Sofia demeurent des propositions analytiques qui nécessitent une validation empirique.

2.2. Cadre théorique et analytique

Le cadre théorique mobilise quatre approches complémentaires : l'approche institutionnelle, la théorie du capital social, la gouvernance polycentrique et le développement territorial endogène. Ces approches sont mises en dialogue avec les dimensions socioculturelles du fihavanana, de la culture tsimihety, de l'Ubuntu et des valeurs chrétiennes.

2.2.1. L'approche institutionnelle

Selon North (1990), les institutions correspondent aux règles formelles et informelles qui structurent les interactions humaines. Elles influencent les comportements, les incitations, les coûts de transaction et les conditions dans lesquelles les acteurs peuvent coopérer.[14] Cette conception permet d'analyser la gouvernance territoriale au-delà des seules structures administratives, en prenant également en considération les normes sociales et les pratiques communautaires.

Dans le contexte de la Région Sofia, cette approche conduit à examiner les relations entre les institutions publiques, les collectivités territoriales, les mécanismes communautaires, le dina et les pratiques associées au fihavanana. Elle permet notamment de poser la question de la complémentarité entre les règles officielles et les normes sociales qui influencent les comportements des acteurs locaux.

L'analyse ne suppose toutefois pas que toutes les normes coutumières remplissent nécessairement une fonction favorable à la gouvernance. Certaines peuvent faciliter la coopération et le règlement des conflits, tandis que d'autres peuvent entretenir des rapports de dépendance ou entrer en tension avec les principes d'égalité et de légalité. L'enjeu consiste donc à examiner les conditions dans lesquelles les institutions formelles et informelles peuvent contribuer à une action collective efficace, inclusive et respectueuse des droits humains.

2.2.2. L'approche du capital social

Coleman (1988) considère le capital social comme une ressource liée à la structure des relations sociales, aux obligations réciproques, aux canaux d'information et aux normes qui facilitent certaines formes d'action collective.[15] Cette approche permet de comprendre comment les relations interpersonnelles et les réseaux communautaires peuvent contribuer à la circulation de l'information, à l'entraide et à la coordination des initiatives locales.

Dans cette recherche, le fihavanana est appréhendé comme une ressource socioculturelle susceptible de produire du capital social lorsqu'il favorise effectivement la confiance, la réciprocité, la coopération et la responsabilité partagée. Cette interprétation permet d'étudier le passage d'une valeur culturelle à des pratiques observables, telles que la participation aux décisions communautaires, la médiation des conflits ou la mobilisation collective autour d'un projet territorial.

Cette relation ne doit cependant pas être considérée comme automatique. Les réseaux de solidarité peuvent renforcer la cohésion d'un groupe tout en excluant les personnes qui n'en font pas partie. Ils peuvent également favoriser le clientélisme ou la concentration du pouvoir. L'analyse du capital social doit donc tenir compte de sa qualité, de son caractère inclusif et de ses effets sur l'intérêt général.

Dans le cadre de Sofia, cette approche invite à examiner si les formes de solidarité communautaire contribuent à renforcer les relations entre citoyens et institutions, ou si elles restent principalement limitées aux réseaux familiaux et aux groupes d'appartenance. Elle conduit également à distinguer la confiance entre membres d'une même communauté de la confiance accordée aux institutions publiques.

2.2.3. L'approche de la gouvernance polycentrique

La gouvernance polycentrique désigne une organisation dans laquelle plusieurs centres de décision, relativement autonomes mais susceptibles de coopérer, interviennent dans la gestion des affaires collectives. Les travaux d'Ostrom (1990) sur la gestion des ressources communes montrent l'importance des règles adaptées aux contextes locaux, de la participation des acteurs concernés et

[14]North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge UniversityPress.

[15] Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology, 94*, supplément, S95–S120. https://doi.org/10.1086/228943.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

de mécanismes de contrôle et de règlement des conflits.[16]

Cette perspective est particulièrement pertinente pour étudier la gouvernance territoriale à Madagascar, où l'administration publique, les collectivités territoriales, les organisations communautaires, la société civile, les organisations religieuses et les acteurs économiques peuvent intervenir simultanément dans les processus de développement.

Appliquée à la Région Sofia, l'approche polycentrique permet d'interroger les modalités de coordination entre les institutions publiques et les structures communautaires. Elle invite notamment à examiner comment les connaissances locales, les mécanismes de médiation et les initiatives collectives peuvent être associés à la planification territoriale, à la gestion des ressources naturelles et au suivi des projets de développement.

Cette approche ne signifie pas que toutes les autorités ou structures communautaires disposent des mêmes compétences juridiques. La coopération doit s'inscrire dans un cadre institutionnel clair, respectueux des responsabilités légales de chaque acteur et garantissant la transparence des décisions.

2.2.4. L'approche du développement territorial endogène

Le développement territorial endogène repose sur la mobilisation des ressources et des capacités propres à un territoire : capital humain, savoirs locaux, patrimoine culturel, ressources naturelles, réseaux sociaux, institutions et initiatives économiques. Il ne s'agit pas de considérer le territoire comme un espace fermé, mais de comprendre comment ses ressources peuvent être mobilisées en interaction avec les politiques publiques, les partenariats extérieurs et les dynamiques économiques plus larges.

Les approches territorialisées du développement insistent sur l'adaptation des politiques aux caractéristiques locales, la coordination entre les niveaux de gouvernement et le renforcement des capacités institutionnelles.[17] Dans cette perspective, les potentialités de la Région Sofia ne peuvent être pleinement appréciées sans considérer les relations entre les ressources productives, les capacités des institutions, les pratiques communautaires et les contraintes environnementales.

Le modèle africain Ubuntu et les valeurs chrétiennes sont mobilisés ici comme des références éthiques complémentaires. Ubuntu met l'accent sur l'interdépendance humaine, la dignité et la responsabilité envers autrui. Les valeurs chrétiennes retenues concernent notamment la justice, l'amour du prochain, la paix, le service et la solidarité. Ces références sont mises en dialogue avec le fihavanana et les réalités culturelles tsimihety, sans présumer qu'elles sont identiques ni qu'elles sont uniformément partagées par les habitants de Sofia.

Leur intérêt analytique réside dans la possibilité d'examiner comment des principes de solidarité et de responsabilité peuvent être traduits en pratiques de gouvernance inclusives. Leur mobilisation doit cependant rester compatible avec la liberté de conscience, l'égalité des citoyens, la neutralité des institutions publiques et le respect des droits humains.

2.3. Sources documentaires et procédure d'analyse

L'analyse documentaire est structurée autour de cinq dimensions principales. Celles-ci permettent d'organiser le corpus, de comparer les apports théoriques et institutionnels et de construire le cadre analytique du modèle SGTED.

[16]Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge UniversityPress.

[17] OECD. (2025). Référence relative aux politiques territorialisées et au développement local.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

Dimension d'analyse	Principaux éléments examinés
Culture et identité territoriale	Valeurs, normes, savoirs locaux, patrimoine et pratiques socioculturelles tsimihety documentées
Fihavanana, Ubuntu et valeurs chrétiennes	Solidarité, réciprocité, interdépendance, justice, service, entraide et responsabilité collective
Gouvernance territoriale	Participation citoyenne, coordination institutionnelle, transparence, légalité et redevabilité
Performance institutionnelle	Capacité administrative, légitimité, coopération, efficacité de l'action publique et inclusion
Développement durable	Développement économique local, équité sociale, préservation environnementale et résilience territoriale

La première étape consiste à identifier les références théoriques nécessaires à la compréhension des relations entre institutions, culture, capital social et développement territorial. La deuxième consiste à examiner les travaux portant sur le contexte malgache, en accordant une attention particulière au fihavanana, aux institutions communautaires et aux réalités socioculturelles tsimihety. La troisième étape porte sur les documents statistiques et institutionnels permettant de situer la Région Sofia dans son environnement démographique, économique, social et environnemental.

Les documents sont ensuite examinés au regard des cinq dimensions retenues. Cette procédure s'apparente à une analyse thématique documentaire : les informations pertinentes sont regroupées selon les thèmes, les mécanismes institutionnels et les relations conceptuelles qu'elles permettent d'éclairer.[18] Une attention particulière est accordée aux convergences, aux divergences et aux limites des sources, afin d'éviter de retenir uniquement les informations qui confirmeraient l'hypothèse initiale.

Les données démographiques doivent principalement être établies à partir des publications de l'INSTAT. Les informations relatives à l'agriculture, à la sécurité alimentaire, aux ressources naturelles et aux interventions de développement peuvent être recherchées dans les rapports de la Banque mondiale et les documents des ministères malgaches compétents. Pour chaque indicateur utilisé, il convient de préciser l'année de référence, le territoire concerné et la source exacte. Les données nationales ne doivent pas être assimilées aux données régionales, et les observations anciennes ne doivent pas être présentées comme décrivant automatiquement la situation actuelle.

Enfin, les résultats de l'analyse documentaire sont mobilisés pour construire le modèle SGTED, qui articule cinq composantes : culture, capital social, institutions, économie locale et durabilité environnementale. À ce stade, le modèle constitue un cadre conceptuel proposé par l'auteur. Son efficacité et sa capacité à expliquer les performances institutionnelles de la Région Sofia ne peuvent être considérées comme démontrées sans une confrontation ultérieure aux données de terrain.

2.4. Précautions méthodologiques et limites de la recherche

Cette recherche présente plusieurs limites qu'il convient de reconnaître. Premièrement, l'analyse documentaire dépend de la disponibilité, de la qualité et de l'actualité des sources consultées. Deuxièmement, les notions de Fihavanana, de culture Tsimihety, d'Ubuntu et de valeurs chrétiennes recouvrent des réalités diverses qui ne peuvent être réduites à des définitions générales. Leur interprétation doit tenir compte des contextes historiques, sociaux et institutionnels.

Troisièmement, l'étude ne repose pas, à ce stade, sur des questionnaires, des entretiens semi-directifs ou des observations directes réalisées dans les sept districts de Sofia. Elle ne permet donc pas d'affirmer que les mécanismes théoriques identifiés correspondent systématiquement aux pratiques actuelles des communautés ou qu'ils produisent déjà une amélioration mesurable de la gouvernance.

Une recherche empirique ultérieure pourrait compléter cette analyse en interrogeant les responsables territoriaux, les représentants communautaires, les acteurs économiques, les organisations de la société civile et les habitants.

[18] Bowen, G. A. (2009). Référence citée à la note 13. Pour une présentation plus approfondie de l'analyse thématique, voir également Braun, V., & Clarke, V. (2006). Usingthematicanalysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology, 3*(2), 77–101. https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

Elle pourrait notamment examiner les relations entre confiance communautaire, participation citoyenne, inclusion, qualité institutionnelle et performance des projets territoriaux.

En définitive, la méthodologie retenue vise à établir un cadre théorique et documentaire cohérent pour comprendre le potentiel des ressources socioculturelles dans la gouvernance territoriale de Sofia. Elle fournit une base analytique pour formuler des hypothèses vérifiables et préparer une validation empirique du modèle SGTED, sans confondre les possibilités théoriques de la mobilisation culturelle avec des résultats déjà observés sur le terrain.

III. RÉSULTATS

3.1. La Région Sofia : un territoire riche en ressources, mais confronté à des défis de transformation institutionnelle

L'analyse documentaire met en évidence un premier constat : la Région Sofia dispose d'importantes ressources humaines, agricoles, économiques et environnementales, mais leur présence ne garantit pas automatiquement un développement territorial équilibré et durable. La transformation de ces potentialités en avantages collectifs dépend également de la capacité des institutions à organiser les activités économiques, à coordonner les acteurs et à assurer une gestion équitable des ressources.

Selon les données du troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3), la Région Sofia comptait 1 507 591 habitants en 2018, soit environ 5,9 % de la population nationale.[19] Cette population représente un potentiel de main-d'œuvre, d'initiatives entrepreneuriales, de production et de mobilisation communautaire. Elle implique également des besoins considérables en matière d'éducation, de santé, d'infrastructures, d'emploi, d'accès à l'eau potable et de sécurité alimentaire.

L'agriculture occupe une place importante dans l'économie régionale. Les documents de développement consacrés à Sofia soulignent le poids des activités agricoles dans les moyens de subsistance des ménages ainsi que l'importance de certaines productions, notamment le niébé et la vanille. L'élevage, la pêche et les activités liées aux ressources naturelles contribuent également à la vie économique du territoire.[20] Ces ressources constituent des possibilités de création de revenus, de transformation locale des produits, de développement des marchés et de réduction de la vulnérabilité économique.

Cependant, la disponibilité des ressources ne suffit pas à garantir leur valorisation durable. Un territoire peut posséder des terres productives, des ressources humaines importantes et un patrimoine culturel riche tout en rencontrant des difficultés à améliorer les conditions de vie de sa population. Cette situation peut notamment s'expliquer par des insuffisances en matière d'infrastructures, de financement, de transformation des produits, de coordination institutionnelle et d'accès aux marchés.

L'analyse conduit ainsi à distinguer deux dimensions complémentaires du développement : la disponibilité des ressources territoriales et la capacité collective à les transformer en bénéfices économiques, sociaux et environnementaux durables. Cette distinction rejoint l'approche institutionnelle de North (1990), selon laquelle les règles qui structurent les interactions influencent les comportements économiques et les performances collectives.[21]

Dans cette perspective, les ressources culturelles et les relations sociales peuvent contribuer à la transformation territoriale lorsqu'elles facilitent la coopération entre producteurs, collectivités, services publics, organisations communautaires et partenaires économiques. Le fihavanana et les valeurs de solidarité associées à certaines pratiques communautaires tsimihety méritent donc d'être étudiés non comme des substituts aux investissements et aux institutions publiques, mais comme des ressources susceptibles de soutenir leur efficacité.

Le premier résultat analytique est ainsi que le développement de Sofia ne dépend pas uniquement de ce que le territoire possède, mais également de sa capacité institutionnelle, sociale et collective à valoriser durablement ses ressources.

3.2. Le *fihavanana* comme infrastructure sociale de la gouvernance territoriale

Le deuxième résultat concerne le rôle potentiel du fihavanana dans l'organisation des relations sociales et la mobilisation des capacités collectives. Dans la

[19] Institut national de la statistique (INSTAT), Madagascar. *Troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3), 2018*.

[20] Banque mondiale et administrations malgaches compétentes.

[21] North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge UniversityPress.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

société malgache, cette valeur renvoie notamment à la solidarité, à la réciprocité, à l'entraide et à la recherche de relations harmonieuses. Les travaux de Sandron (2008) invitent à examiner le fihavanana comme une réalité sociale ayant des implications dans les relations interpersonnelles et les stratégies de coopération, plutôt que comme une simple référence morale ou identitaire.[22]

Dans une perspective institutionnelle, le fihavanana peut être interprété comme une ressource de capital social lorsqu'il facilite effectivement la confiance, la circulation de l'information, l'entraide et l'action collective. Cette interprétation permet d'identifier quatre fonctions susceptibles de contribuer à la gouvernance territoriale.

Première fonction : le renforcement de la confiance.

La confiance facilite les relations entre les acteurs et peut réduire les difficultés liées à la négociation, à la coordination et au contrôle des engagements. Lorsque les citoyens, les responsables communautaires et les institutions publiques se font confiance, ils peuvent plus facilement partager des informations, définir des priorités communes et participer à la réalisation de projets collectifs.

Cette confiance ne se construit toutefois pas uniquement à partir des liens traditionnels. Elle dépend également du comportement des responsables publics, de la régularité des engagements, de la transparence des décisions et de l'équité dans la distribution des services.

Deuxième fonction : la solidarité et l'entraide.

Le fihavanana peut soutenir les mécanismes de solidarité entre les familles, les voisins et les membres d'une communauté. Ces pratiques peuvent contribuer à l'assistance aux personnes vulnérables, à la mobilisation de ressources pour des initiatives locales et à la réalisation d'activités d'intérêt collectif.

Dans le contexte de Sofia, cette solidarité pourrait notamment être mobilisée dans des projets communautaires concernant l'entretien des infrastructures, l'accès à l'eau, la protection des ressources naturelles ou le soutien aux initiatives économiques locales. Son efficacité dépend néanmoins de l'inclusion des personnes qui disposent de moins de ressources ou qui appartiennent à des groupes moins influents.

Troisième fonction : la médiation sociale et la prévention des conflits.

La recherche du dialogue, du compromis et de l'apaisement peut contribuer à résoudre certains différends avant qu'ils ne deviennent des conflits durables. Cette fonction est particulièrement importante lorsque les tensions concernent les ressources foncières, les activités économiques, les responsabilités communautaires ou la gestion des biens collectifs.

Les mécanismes communautaires de médiation doivent cependant respecter le droit applicable, les droits individuels et les garanties d'équité. La recherche de l'harmonie ne doit pas imposer le silence aux personnes lésées ni empêcher le recours aux institutions compétentes.

Quatrième fonction : la mobilisation collective.

Les relations de solidarité peuvent faciliter la participation à des travaux communautaires, à des initiatives locales et à des projets de développement. Lorsque les responsabilités sont clairement réparties et que les objectifs sont partagés, la mobilisation sociale peut compléter les ressources publiques et renforcer l'appropriation des réalisations par les habitants.

Ces quatre fonctions permettent de comprendre pourquoi le fihavanana peut être considéré comme une infrastructure sociale de la gouvernance. Toutefois, elles constituent ici des mécanismes théoriquement plausibles, et non des effets déjà mesurés dans l'ensemble de la Région Sofia.

Leur contribution dépend de la manière dont ces valeurs se traduisent en comportements concrets. Le fait de proclamer la solidarité ne suffit pas : celle-ci doit se manifester par l'entraide effective, la participation, le respect des engagements et la responsabilité envers la communauté.

Le respect du fihavanana peut donc faciliter le développement lorsqu'il transforme les relations sociales en capacités réelles de coopération, d'entraide et de résolution pacifique des conflits.

3.3. Culture tsimihety, Ubuntu et valeurs chrétiennes : des ressources éthiques complémentaires

L'analyse du développement territorial gagne à être élargie au dialogue entre les valeurs culturelles malgaches, les principes relationnels de l'Ubuntu africain et les valeurs chrétiennes. Ces références ne sont pas identiques, mais elles présentent des convergences possibles autour de la dignité humaine, de la solidarité, de la responsabilité et de la recherche du bien commun.

Dans le contexte tsimihety, les relations de parenté, les solidarités communautaires et les pratiques locales doivent être étudiées dans leur contexte

[22]Sandron, F. (2008). Référence sur le *fihavanana* et les relations sociales à Madagascar. Vérifier le titre exact, le périodique, le volume, le numéro et les pages à partir de la publication originale avant de finaliser la bibliographie.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

historique et social. Les travaux anthropologiques de Wilson (1967) constituent un point de départ pour l'étude des structures de parenté et de filiation tsimihety.[23] Ils ne suffisent toutefois pas, à eux seuls, à établir que toutes les valeurs ou pratiques évoquées dans cet article sont uniformément partagées par les communautés de la Région Sofia. Une enquête spécifique demeure nécessaire pour documenter leur expression contemporaine.

Le modèle africain Ubuntu met en avant une conception relationnelle de l'humanité : les personnes ne vivent pas indépendamment les unes des autres, mais se construisent également dans leurs relations et leurs responsabilités envers autrui.[24] Appliquée à la gouvernance, cette perspective invite à dépasser une conception exclusivement individuelle du développement et à reconnaître l'importance des liens sociaux, de l'entraide et de la responsabilité collective.

Les valeurs chrétiennes de justice, d'amour du prochain, de paix, de service et de protection des personnes vulnérables peuvent également soutenir une réflexion éthique sur l'action publique et le développement humain. Les textes bibliques de Michée 6, 8 et de Luc 10, 25-37, par exemple, mettent en avant la justice, la miséricorde et la responsabilité envers autrui.[25] Dans une perspective de développement, ces principes peuvent encourager le service désintéressé, l'attention aux personnes vulnérables et le refus de l'injustice.

Ces références peuvent être mises en dialogue autour de quatre orientations communes :

- La reconnaissance de la dignité de chaque personne ;
- La solidarité et l'entraide dans la vie collective ;
- La recherche de la paix et la résolution responsable des conflits ;
- La responsabilité individuelle et collective envers la communauté et les générations futures.

Leur articulation doit néanmoins respecter leurs fondements respectifs ainsi que la diversité des convictions de la population. Les institutions publiques ne doivent pas imposer une adhésion religieuse ou culturelle particulière. Elles peuvent, en revanche, favoriser des principes universels de justice, d'équité, de solidarité et de responsabilité qui permettent à des personnes de convictions différentes de coopérer au service du bien commun.

Cette complémentarité offre une perspective intéressante pour Sofia : les ressources culturelles peuvent contribuer à renforcer l'appropriation des politiques publiques, tandis que les principes juridiques et les mécanismes démocratiques garantissent que cette mobilisation demeure inclusive et responsable.

Le respect des valeurs culturelles et éthiques contribue au développement lorsqu'il favorise la dignité humaine, la confiance, la coopération et la responsabilité collective. Leur valeur institutionnelle se mesure à leurs effets concrets, et non à leur seule reconnaissance symbolique.

3.4. Le respect des valeurs comme facteur de cohésion sociale et de développement national

L'analyse permet de formuler un résultat transversal : les valeurs sociales ne sont pas seulement des éléments du patrimoine culturel ; elles peuvent aussi contribuer aux conditions humaines et institutionnelles nécessaires au développement d'un pays.

Lorsqu'elles sont mises en pratique, la solidarité, la confiance, le respect mutuel, l'honnêteté et la responsabilité collective peuvent faciliter la coopération entre les citoyens et les institutions. Elles peuvent encourager la participation aux projets communautaires, améliorer les relations entre acteurs économiques, soutenir la résolution pacifique des conflits et renforcer le sentiment de responsabilité envers les biens collectifs.

À l'échelle nationale, ces mécanismes sont susceptibles de contribuer à une meilleure coordination des initiatives locales, à la préservation des infrastructures, à la gestion durable des ressources naturelles et à une utilisation plus responsable des moyens publics. Le développement ne repose donc pas uniquement sur les ressources financières ou les décisions administratives : il dépend également de la qualité des relations sociales et de la capacité des acteurs à agir ensemble.

À l'inverse, la négligence de ces valeurs, leur instrumentalisation ou leur remplacement par des comportements fondés sur l'égoïsme, la corruption, le favoritisme, le mépris des autres et l'irresponsabilité peuvent fragiliser les liens sociaux. Lorsque la confiance disparaît, la coopération devient plus difficile, les conflits peuvent se multiplier et les citoyens risquent de se désengager

[23] Wilson, P. J. (1967). *Tsimihetykinship and descent*. Référence anthropologique à vérifier dans la notice originale de la revue *Africa*, notamment le volume, le numéro et les pages.

[24] Pour approfondir la conception relationnelle d'Ubuntu, une référence spécialisée sur l'éthique africaine et les relations communautaires doit être ajoutée à la bibliographie.

[25] Bible, Michée 6, 8 et Luc 10, 25–37. Préciser la traduction biblique utilisée dans le manuscrit.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

des projets collectifs. De même, lorsque les décisions publiques sont perçues comme injustes ou réservées à certains groupes, la légitimité des institutions peut s'affaiblir.

Il importe néanmoins de distinguer deux situations. La première correspond à l'abandon des pratiques de solidarité et de responsabilité collective. La seconde concerne l'utilisation abusive des valeurs traditionnelles pour protéger des intérêts particuliers, imposer le silence ou exclure certaines personnes. Dans les deux cas, la cohésion sociale peut être fragilisés, mais les mécanismes sont différents et doivent être examinés séparément.

La valorisation des traditions ne signifie donc pas qu'il faille conserver toutes les pratiques sans examen critique. Le respect du Fihavanana, des valeurs Tsimihety, de l'Ubuntu et des valeurs chrétiennes doit être associé au respect des droits humains, à l'égalité entre les citoyens, à la lutte contre les discriminations et à la responsabilité des institutions.

La relation entre valeurs et développement peut ainsi être résumée par une proposition analytique :***Respect des valeurs et mise en pratique → confiance et responsabilité → coopération et cohésion sociale → renforcement des capacités collectives → conditions plus favorables au développement durable.***

À l'inverse :***Négligence ou instrumentalisation des valeurs → affaiblissement de la confiance → conflits et fragmentation sociale → difficultés de coopération → risques accrus pour la performance institutionnelle et le développement***.

Ces enchaînements constituent des mécanismes explicatifs proposés à partir de la littérature et du cadre théorique de l'étude. Ils ne représentent pas des relations causales statistiquement établies pour Madagascar ou pour la Région Sofia. Leur validation nécessite des observations empiriques.

Le résultat central est donc que la mise en pratique de valeurs favorables à la solidarité, à la justice et à la responsabilité collective peut créer des conditions plus propices au développement du pays, tandis que leur négligence ou leur instrumentalisation peut affaiblir la cohésion sociale et compromettre les efforts de développement.

3.5. L'articulation entre institutions formelles et institutions endogènes

Les ressources culturelles ne peuvent être étudiées indépendamment des institutions publiques et des règles juridiques qui structurent la vie territoriale. À Madagascar, les institutions administratives coexistent avec des formes de régulation communautaire et des normes sociales qui peuvent influencer les comportements collectifs.

Les travaux d'Andriamalala et Gardner (2010) consacrés au dina illustrent les possibilités et les difficultés de la gouvernance communautaire des ressources naturelles.[26] Ils montrent l'importance de comprendre comment les règles élaborées localement interagissent avec les cadres juridiques et les dispositifs institutionnels.

L'analyse permet de distinguer trois configurations principales.

Première configuration : la complémentarité institutionnelle.

Les pratiques communautaires facilitent le dialogue, la participation et la mobilisation collective, tandis que les institutions publiques garantissent le respect du droit, la transparence et la responsabilité. Cette configuration offre les conditions les plus favorables à une gouvernance inclusive.

Deuxième configuration : la coexistence sans coordination.

Les institutions publiques et les structures communautaires interviennent parallèlement, sans mécanismes suffisants de communication ou de coopération. Cette situation peut conduire à la duplication des efforts, à la dispersion des ressources et à une faible appropriation des politiques publiques.

Troisième configuration : le conflit institutionnel.

Les normes communautaires et les règles juridiques entrent en contradiction, ou certains acteurs utilisent la tradition pour contourner les procédures officielles, protéger des intérêts particuliers ou restreindre les droits d'autres personnes. Cette situation peut affaiblir la légitimité des institutions et compromettre l'équité des décisions.

Ces trois configurations montrent que la présence d'institutions traditionnelles ne garantit pas automatiquement une meilleure gouvernance. Leur contribution dépend de la qualité de leur articulation avec les institutions formelles.

Pour la Région Sofia, le principe directeur consiste donc à reconnaître les capacités de mobilisation et de médiation des communautés tout en maintenant la primauté du droit, l'égalité des citoyens, la transparence et la redevabilité. Le fihavanana peut contribuer à construire le consensus ; les règles

[26]Andriamalala, G., & Gardner, C. J. (2010). L'utilisation du *dina* comme outil de gouvernance des ressources naturelles : leçons tirées de Velondriake, sud-ouest de Madagascar. *Tropical Conservation Science, 3*(4), 447–472. https://doi.org/10.1177/194008291000300409.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

juridiques doivent garantir l'équité et la protection des droits.

3.6. Participation citoyenne et performance institutionnelle territoriale

La participation citoyenne constitue une dimension importante de la gouvernance territoriale. Une population qui intervient dans l'identification des besoins, la définition des priorités et le suivi des projets peut contribuer à améliorer la pertinence des décisions publiques et leur appropriation locale.

La participation permet notamment de mobiliser les connaissances des habitants, de faire apparaître les besoins insuffisamment pris en compte, de renforcer le contrôle citoyen et de réduire certains conflits liés à la répartition des ressources. Elle peut également favoriser la circulation de l'information entre les autorités, les organisations communautaires et les acteurs économiques.

Cependant, la participation ne doit pas se limiter à une consultation symbolique. Elle suppose que les citoyens disposent d'informations compréhensibles, que leurs contributions soient examinées et que les décisions prises soient expliquées. Elle doit également offrir des possibilités de participation aux femmes, aux jeunes, aux personnes vulnérables et aux groupes dont la voix risque d'être moins entendue.

Dans le cadre de Sofia, le fihavanana et les pratiques de solidarité communautaire pourraient soutenir cette participation, à condition qu'ils ne servent pas à privilégier uniquement les membres les plus influents des réseaux sociaux. L'Ubuntu peut contribuer à nourrir une conception relationnelle de la responsabilité collective, tandis que les valeurs chrétiennes de justice et de service peuvent inspirer des comportements orientés vers l'intérêt général. Toutefois, la légitimité de l'action publique doit être appréciée à partir de pratiques observables et de garanties institutionnelles, plutôt qu'à partir des seules intentions morales des acteurs.

La performance institutionnelle territoriale est donc définie dans cette recherche comme la capacité des institutions à produire des décisions légitimes, efficaces, transparentes, inclusives et durables, en mobilisant de manière cohérente les ressources publiques, privées, sociales, culturelles et environnementales.

Elle comprend six dimensions complémentaires :

- **Efficacité :** capacité à atteindre les objectifs et à fournir les services attendus ;
- **Légitimité :** reconnaissance des institutions et acceptation justifiée de leurs décisions ;
- **Transparence :** accessibilité des informations et clarté des procédures ;
- **Participation :** implication effective des citoyens et des parties prenantes ;
- **Responsabilité :** obligation de rendre compte des décisions, des ressources et des résultats ;
- **Durabilité :** capacité à maintenir les bénéfices économiques, sociaux et environnementaux dans le temps.

À des fins d'organisation conceptuelle, ces dimensions peuvent être représentées par la formule suivante :

$$PI = f(E, L, T, P, R, D)$$

où (PI) désigne la performance institutionnelle, (E) l'efficacité, (L) la légitimité, (T) la transparence, (P) la participation, (R) la responsabilité et (D) la durabilité.

Cette notation représente un cadre analytique, et non une équation économétrique ou un indice statistique validé. Elle permet d'organiser les dimensions à examiner lors d'une éventuelle enquête empirique.

3.7. Culture et développement durable : de l'héritage culturel à l'action territoriale

L'analyse met en évidence l'intérêt de considérer la culture comme une ressource transversale du développement territorial, plutôt que comme un domaine périphérique limité aux cérémonies, aux traditions ou à la conservation du patrimoine.

Dans la Région Sofia, les ressources culturelles pourraient contribuer à renforcer l'identité territoriale, à transmettre les savoirs locaux, à faciliter la coopération, à soutenir certaines activités économiques et à encourager la protection des ressources naturelles. Ces possibilités doivent toutefois être examinées en fonction des pratiques réellement observées et des besoins des communautés.

La transmission intergénérationnelle des savoirs peut, par exemple, favoriser la préservation des connaissances agricoles, des pratiques artisanales et des formes locales d'organisation collective. De même, la valorisation responsable du patrimoine culturel pourrait soutenir des activités économiques et touristiques, à condition que les retombées bénéficient aux communautés concernées et que les pratiques culturelles soient respectées.

Toutefois, la valorisation de la culture ne signifie pas la sacralisation de toutes les traditions. Certaines pratiques peuvent nécessiter une évolution lorsqu'elles entrent en contradiction avec les droits fondamentaux, l'égalité, la protection des enfants ou la dignité des personnes.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

Une démarche responsable doit donc distinguer les pratiques qui favorisent la cohésion sociale, celles qui peuvent être adaptées, celles qui nécessitent une transformation et celles qui sont incompatibles avec le droit ou les droits humains. Cette distinction permet de préserver la richesse culturelle sans renoncer aux principes de justice et d'inclusion.

Le respect des valeurs culturelles devient ainsi un facteur de développement lorsqu'il favorise l'apprentissage collectif, la coopération, la créativité, la responsabilité et la capacité des communautés à participer à leur propre transformation.

3.8. Gouvernance des ressources naturelles et *fihavanana*

La gouvernance des ressources naturelles constitue un domaine particulièrement pertinent pour examiner les interactions entre institutions formelles, normes communautaires et solidarité sociale. La Région Sofia dispose de ressources agricoles, hydriques, forestières et côtières dont la valorisation doit être conciliée avec la préservation des écosystèmes.

Les ressources naturelles peuvent cependant être soumises à des pressions liées aux usages concurrents, à la dégradation des terres, à l'érosion, aux pratiques agricoles et aux difficultés de coordination entre les acteurs. Une gestion durable suppose donc des règles claires, des responsabilités définies, des mécanismes de surveillance et la participation des personnes concernées.

Les travaux d'Ostrom (1990) montrent que la gestion collective de ressources communes peut être favorisée par des règles adaptées aux conditions locales et par la participation des usagers.[27] Les recherches d'Andriamalala et Gardner (2010) sur le dina à Madagascar soulignent également l'importance des mécanismes communautaires de gouvernance, tout en mettant en évidence les difficultés susceptibles de survenir lorsque les règles locales, les rapports de pouvoir et le droit national ne sont pas suffisamment articulés.

Dans le contexte de Sofia, le fihavanana pourrait contribuer à favoriser le dialogue entre usagers, la prévention des conflits et la mobilisation communautaire en faveur de la protection des ressources. Les valeurs de responsabilité envers autrui et les générations futures peuvent également soutenir une approche éthique de la conservation environnementale.

Néanmoins, la solidarité ne remplace ni les connaissances scientifiques nécessaires à la gestion des écosystèmes ni les règles juridiques encadrant l'utilisation des ressources. Elle doit s'inscrire dans un dispositif de gouvernance associant les institutions compétentes, les communautés, les acteurs économiques et les organisations concernées.

La proposition centrale est donc la suivante : ***le fihavanana peut faciliter la construction du consensus et la coopération entre les usagers, tandis que le droit, la transparence et les mécanismes de responsabilité doivent garantir l'équité et la durabilité de la gestion collective***.

3.9. Résultat central : proposition du modèle SOFIA de Gouvernance Territoriale Endogène et Durable (SGTED)

À partir de l'analyse documentaire et du cadre théorique retenu, cet article propose le modèle SOFIA de Gouvernance Territoriale Endogène et Durable (SGTED). Il s'agit d'un modèle conceptuel destiné à organiser les relations entre les ressources culturelles, le capital social, les institutions, l'économie locale et la durabilité environnementale.

Le modèle repose sur cinq piliers interdépendants.

Pilier 1 : Identité et culture territoriale

Objectif : valoriser les ressources culturelles et les savoirs locaux comme composantes du développement territorial.

Les actions envisageables comprennent la documentation du patrimoine culturel, la transmission intergénérationnelle des savoirs, la valorisation des pratiques locales compatibles avec les droits humains et le soutien aux initiatives culturelles et artisanales.

Pour les communautés tsimihety, cette démarche suppose une documentation rigoureuse des pratiques effectivement observées et une participation des personnes concernées à leur interprétation et à leur valorisation.

Pilier 2 :*Fihavanana*, Ubuntu et capital social

Objectif : transformer les relations de solidarité en capacités concrètes de coopération et de responsabilité collective.

Les actions envisageables comprennent les mécanismes locaux de dialogue, la médiation des conflits, les initiatives communautaires, la coopération entre villages et les partenariats intercommunaux.

Le fihavanana et les principes relationnels de l'Ubuntu peuvent contribuer à nourrir la confiance et la responsabilité envers autrui. Les valeurs chrétiennes de justice, de service et d'amour du prochain peuvent également inspirer des initiatives

[27]Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge UniversityPress.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

solidaires, dans le respect de la liberté de conscience et de la diversité des convictions.

L'objectif n'est pas d'imposer une référence culturelle ou religieuse, mais de favoriser des comportements de coopération, de respect mutuel et de responsabilité partagée.

Pilier 3 : Gouvernance institutionnelle

Objectif : améliorer la capacité des institutions territoriales à prendre des décisions efficaces, légitimes et responsables.

Les actions envisageables comprennent la transparence budgétaire, la reddition de comptes, la planification participative, le suivi-évaluation, le renforcement des compétences administratives et la coordination entre les niveaux territoriaux compétents.

Ce pilier garantit que la mobilisation des ressources culturelles demeure compatible avec le droit, l'égalité des citoyens et les principes de bonne gouvernance.

Pilier 4 : Économie territoriale endogène

Objectif : transformer les ressources et les capacités locales en activités économiques créatrices de valeur et d'emplois durables.

Les actions envisageables comprennent le renforcement des chaînes de valeur agricoles, la transformation locale des produits, l'entrepreneuriat rural, les coopératives, l'amélioration de l'accès aux marchés et le développement responsable du tourisme culturel et écologique.

La solidarité communautaire peut soutenir ces initiatives en facilitant la coopération entre producteurs et la réalisation de projets communs. Leur viabilité dépend cependant également de l'accès au financement, aux infrastructures, aux compétences techniques et aux débouchés commerciaux.

Pilier 5 : Résilience écologique

Objectif : préserver les ressources naturelles et renforcer la capacité du territoire à faire face aux risques environnementaux.

Les actions envisageables comprennent la gestion concertée des bassins versants, la restauration des terres dégradées, la protection des forêts, les pratiques agricoles adaptées aux risques climatiques et la gestion durable des ressources halieutiques.

Ce pilier articule la responsabilité collective, les connaissances locales, les exigences scientifiques et le respect des cadres juridiques applicables.

3.9.1. Logique générale du modèle

Le modèle SGTED repose sur l'idée que ces cinq piliers se renforcent mutuellement. La culture et les valeurs sociales peuvent soutenir la coopération ; la coopération peut faciliter la participation ; des institutions transparentes peuvent renforcer la confiance ; une économie locale plus dynamique peut élargir les ressources disponibles ; enfin, la protection de l'environnement contribue à préserver les conditions du développement à long terme.

Cette logique peut être représentée ainsi :**Culture et valeurs endogènes → capital social et coopération → gouvernance institutionnelle responsable → valorisation économique des ressources → durabilité environnementale et amélioration des conditions de vie**.

Cette chaîne constitue une hypothèse conceptuelle : les relations entre les piliers peuvent être réciproques et varier selon les contextes. Par exemple, une amélioration de la transparence publique peut renforcer la confiance, tandis qu'une dégradation environnementale peut fragiliser les activités économiques et les relations entre usagers.

Le modèle ne prétend donc pas démontrer qu'une seule valeur culturelle suffirait à assurer le développement. Il propose plutôt un cadre permettant d'étudier comment les ressources socioculturelles peuvent interagir avec les institutions, les politiques économiques et les mécanismes de protection de l'environnement.

3.10. Synthèse des principaux résultats analytiques

L'analyse documentaire fait ressortir cinq enseignements principaux.

Premièrement, la Région Sofia possède des ressources territoriales importantes, mais leur valorisation durable dépend de la qualité des institutions, des capacités économiques et de la coordination des acteurs.

Deuxièmement, le fihavanana peut constituer une ressource de gouvernance lorsqu'il se traduit concrètement par la confiance, l'entraide, la médiation et la coopération. Sa contribution dépend cependant de son caractère inclusif et du respect des droits.

Troisièmement, les valeurs culturelles tsimihety, les principes relationnels de l'Ubuntu et les valeurs chrétiennes présentent des convergences possibles autour de la solidarité, de la dignité humaine et de la responsabilité collective. Ces convergences peuvent nourrir un cadre éthique de développement, sans effacer les différences entre les traditions.

Quatrièmement, la négligence ou l'instrumentalisation des valeurs de solidarité, de justice et de responsabilité peut fragiliser la confiance, la cohésion sociale et la coopération institutionnelle. Leur mise en pratique, en revanche, peut créer des conditions plus favorables à la participation citoyenne et au développement durable. Ces relations doivent encore être vérifiées empiriquement dans la Région Sofia.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

Cinquièmement, le modèle SGTED propose un cadre intégré qui articule culture, capital social, institutions, économie locale et durabilité environnementale. Sa valeur scientifique réside dans la formulation de relations susceptibles d'être examinées et mesurées lors d'une recherche de terrain.

En définitive, les résultats de l'analyse soutiennent une proposition centrale : ***le développement durable de Madagascar peut être facilité lorsque les valeurs de solidarité, de justice, de respect mutuel et de responsabilité collective sont traduites en pratiques concrètes, inclusives et compatibles avec le droit. À l'inverse, l'affaiblissement de ces valeurs ou leur instrumentalisation risque de compromettre la cohésion sociale, l'harmonie communautaire et l'efficacité des efforts de développement***. La portée de cette proposition devra être précisée par des enquêtes empiriques permettant d'en mesurer les mécanismes et les limites dans les sept districts de la Région Sofia.

IV. DISCUSSION

Les résultats de cette recherche mettent en évidence l'intérêt d'une approche de la gouvernance territoriale fondée sur les ressources endogènes, les valeurs culturelles et la participation des acteurs locaux. Dans la Région Sofia, le fihavanana, les pratiques communautaires et les savoirs hérités des générations précédentes peuvent constituer des ressources importantes pour renforcer la coopération, la médiation sociale et la mobilisation collective en faveur du développement durable. Toutefois, ces ressources ne produisent pas nécessairement des effets positifs par leur seule existence. Leur contribution dépend de la manière dont elles sont interprétées, mobilisées et articulées avec les institutions publiques, les principes démocratiques et les règles de droit.

Cette observation invite à dépasser une conception idéalisée de la culture, selon laquelle les valeurs ancestrales constitueraient automatiquement une solution aux difficultés de gouvernance. Elle conduit plutôt à considérer la culture comme une ressource institutionnelle potentielle, dont les effets dépendent des conditions sociales, politiques et organisationnelles de sa mise en œuvre.

Le premier enseignement concerne ainsi la transformation des valeurs culturelles en mécanismes concrets de gouvernance. La solidarité, le respect mutuel, la réciprocité, la responsabilité collective et la recherche de l'harmonie ne deviennent des facteurs de performance territoriale que lorsqu'ils se traduisent en pratiques observables : consultation des populations, médiation des conflits, coopération entre collectivités, participation aux décisions, transparence dans la gestion des ressources et obligation de rendre compte. Autrement dit, une valeur culturelle ne devient une ressource institutionnelle que lorsqu'elle se traduit en règles, en pratiques et en responsabilités partagées.

Cette interprétation rejoint les approches institutionnalistes qui soulignent l'importance des règles formelles et informelles dans l'organisation de la vie collective. North (1990) montre notamment que les institutions structurent les interactions humaines et influencent les possibilités de coopération et de développement.[28] Dans cette perspective, les valeurs tsimihety et le fihavanana peuvent contribuer à la gouvernance territoriale lorsqu'ils soutiennent des pratiques compatibles avec l'équité, la responsabilité et l'intérêt général.

Le deuxième enseignement concerne la complémentarité entre capital social et institutions publiques. Coleman (1988) souligne que les relations sociales peuvent constituer une ressource facilitant la coopération et l'action collective.[29] Néanmoins, les relations de proximité ne garantissent pas toujours l'inclusion. Elles peuvent également renforcer les solidarités fermées, le favoritisme ou la dépendance envers certains acteurs influents. Une gouvernance reposant exclusivement sur les relations personnelles risque alors de substituer l'appartenance à un réseau à l'application de règles communes.

Il importe donc de distinguer deux formes de solidarité. La première repose principalement sur la proximité interpersonnelle : l'individu soutient prioritairement les personnes avec lesquelles il entretient des liens familiaux, communautaires ou personnels. La seconde relève d'une solidarité institutionnelle : les acteurs coopèrent au nom d'un intérêt collectif défini, de responsabilités communes et de règles applicables à tous. Cette seconde orientation est davantage compatible avec l'État de droit et une gouvernance territoriale inclusive.

Le fihavanana ne doit donc pas être abandonné au motif qu'il peut être instrumentalisé. Il convient plutôt de favoriser son évolution d'une solidarité limitée aux relations de proximité vers une solidarité ouverte à l'ensemble des habitants du

[28]North, D. C. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge UniversityPress.

[29] Coleman, J. S. (1988). Social Capital in the Creation of Human Capital. American Journal of Sociology, 94, S95–S120. https://doi.org/10.1086/228943.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

territoire, indépendamment de leur origine, de leur statut social, de leur genre ou de leur appartenance à un réseau particulier.

Le troisième enseignement porte sur la nécessité d'articuler décentralisation, capacités institutionnelles et participation citoyenne. Le transfert de compétences aux collectivités territoriales ne suffit pas, à lui seul, à garantir une gouvernance efficace. Il doit s'accompagner de ressources financières adaptées, de compétences humaines, de capacités techniques, de mécanismes de coordination et d'une véritable responsabilité envers les citoyens. Les travaux de l'OCDE sur la gouvernance territoriale soulignent également l'importance des capacités administratives, de la coordination entre niveaux de gouvernement et de la participation des parties prenantes.[30]

Dans cette perspective, le modèle de gouvernance endogène proposé dans cette recherche ne constitue pas une alternative à l'État. Il vise plutôt à renforcer la territorialisation de l'action publique, en valorisant les ressources locales tout en maintenant la primauté du droit, l'égalité des citoyens et la responsabilité des institutions.

Enfin, l'articulation entre fihavanana, Ubuntu et valeurs chrétiennes peut fournir un cadre éthique complémentaire. La philosophie africaine de l'Ubuntu met l'accent sur l'interdépendance humaine et la reconnaissance de l'autre comme membre d'une communauté de vie.[31] Le fihavanana malgache valorise, selon ses expressions sociales, les relations, l'entraide et la recherche d'une coexistence harmonieuse. Les valeurs chrétiennes de justice, d'amour du prochain, de service et de responsabilité envers les personnes vulnérables peuvent également nourrir une conception de la gouvernance orientée vers la dignité humaine et le bien commun.[32] Ces traditions ne sont ni identiques ni interchangeables ; leur rapprochement constitue ici une proposition de dialogue éthique, à examiner dans le respect de leurs contextes historiques et culturels respectifs.

L'enjeu n'est donc pas d'imposer une référence culturelle, philosophique ou religieuse unique, mais de mobiliser les valeurs qui favorisent effectivement la justice, la participation, l'inclusion et la responsabilité collective.

4.1. DISCUSSION CRITIQUE : LES LIMITES DU *FIHAVANANA*

Une contribution scientifique rigoureuse doit reconnaître que le fihavanana, comme toute ressource sociale, peut produire des effets ambivalents. S'il peut faciliter la solidarité, la médiation et l'action collective, il peut aussi être instrumentalisé dans certaines circonstances. Son apport à la gouvernance dépend donc de la capacité des institutions à prévenir les pratiques d'exclusion et à garantir les droits de tous.

Cinq limites méritent une attention particulière.

1. Le risque de clientélisme

Lorsque les relations personnelles deviennent plus déterminantes que les règles communes, la solidarité peut se transformer en favoritisme. L'accès aux ressources, aux emplois, aux services ou aux opportunités économiques risque alors de dépendre davantage des relations avec les décideurs que de critères transparents et équitables. Dans cette situation, le langage du fihavanana peut servir à justifier des pratiques qui contredisent précisément les principes de justice et de réciprocité qu'il est censé promouvoir.

2. La domination des élites locales

Les structures communautaires et les mécanismes traditionnels de médiation ne sont pas nécessairement exempts de rapports de pouvoir. Des acteurs disposant d'un capital économique, politique, familial ou symbolique important peuvent exercer une influence disproportionnée sur les décisions collectives. La reconnaissance des autorités locales doit donc s'accompagner de mécanismes de contrôle, de consultation élargie et de reddition de comptes.

3. L'exclusion de certains groupes sociaux

La solidarité communautaire peut être plus facilement accessible aux personnes reconnues comme membres légitimes du groupe qu'aux nouveaux arrivants, aux migrants, aux ménages défavorisés ou aux personnes dépourvues de relations influentes. Or, la gouvernance territoriale doit prendre en considération l'ensemble des habitants concernés par les décisions publiques. Le fihavanana ne peut contribuer durablement à la

[30] OCDE. Pour étayer précisément le passage sur la décentralisation et la gouvernance territoriale, il faudra identifier le rapport de l'OCDE correspondant à l'argument avancé et indiquer son année, son titre et les pages pertinentes.

[31] Waghid, Y. (2020). Towards an "Ubuntu" Philosophy of Higher Education in Africa. Studies in Philosophy and Education, 39(3), 299–308. Cette étude présente notamment l'Ubuntu à travers l'interdépendance humaine, la responsabilité sociale et l'attention portée à autrui. https://doi.org/10.1007/s11217-019-09689-6.

[32] Référence biblique : Michée 6:8 et Luc 10:25–37, pour les thèmes de la justice, de la miséricorde, de l'amour du prochain et de la responsabilité envers autrui.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

cohésion sociale que s'il est interprété de manière suffisamment inclusive pour protéger également ceux dont la voix est peu entendue.

4. Les inégalités de genre et de représentation

Certaines pratiques sociales peuvent limiter la participation effective des femmes, des jeunes ou d'autres catégories insuffisamment représentées dans les espaces de décision. La valorisation du patrimoine culturel ne doit donc pas conduire à considérer toutes les normes héritées comme justes ou immuables. Les pratiques doivent pouvoir être examinées à la lumière de l'égalité, de la dignité humaine et de la participation équitable.

5. La confusion entre médiation coutumière et droit formel

Les mécanismes communautaires peuvent contribuer à prévenir ou à résoudre certains différends, notamment par le dialogue et la recherche d'accords acceptables. Toutefois, ils ne peuvent se substituer aux institutions judiciaires ou administratives lorsqu'une décision formelle est nécessaire, lorsque des droits fondamentaux sont en jeu ou lorsque les garanties juridiques doivent être assurées. La médiation locale doit rester compatible avec le droit applicable et ne saurait justifier la contrainte, la discrimination ou l'abandon de droits protégés.

Ces limites conduisent à proposer un principe central : ***la culture contribue à une gouvernance endogène responsable lorsqu'elle est articulée à la participation, à l'État de droit, à la transparence et à l'inclusion.***

On peut résumer cette proposition par la relation conceptuelle suivante :

Valeurs culturelles + participation inclusive + respect du droit + transparence + responsabilité = conditions favorables à une gouvernance endogène responsable.

Cette relation est un cadre d'interprétation et non une équation statistique démontrée. Sa validité devra être examinée à partir d'observations de terrain, d'entretiens avec les acteurs territoriaux et d'indicateurs permettant d'apprécier les effets concrets des mécanismes de gouvernance.

4.2. VERS UNE NOUVELLE CONCEPTION DE LA PERFORMANCE TERRITORIALE

L'un des apports conceptuels de cette recherche consiste à proposer une conception multidimensionnelle de la performance territoriale. Celle-ci ne devrait pas être appréciée uniquement à partir du nombre de projets réalisés, des budgets consommés ou du volume des investissements mobilisés. Ces données restent importantes, mais elles ne suffisent pas à déterminer si les interventions publiques améliorent durablement les conditions de vie, réduisent les inégalités, renforcent la confiance institutionnelle et préservent les ressources naturelles.

La performance territoriale devrait être évaluée à partir de cinq dimensions complémentaires.

Dimension	Indicateurs proposés
Institutionnelle	Délais de traitement des dossiers, qualité des services publics, exécution des décisions, coordination administrative et capacités techniques
Sociale	Participation citoyenne, confiance entre acteurs, cohésion sociale, accès équitable aux services et inclusion des groupes vulnérables
Économique	Création d'emplois, revenus locaux, valeur ajoutée produite sur le territoire, transformation agricole et diversification des activités
Environnementale	État des sols, protection des ressources en eau et des forêts, restauration des terres dégradées et adoption de pratiques durables
Démocratique	Transparence des décisions, accès à l'information, participation aux consultations, contrôle citoyen et reddition de comptes

À partir de ces dimensions, cette recherche propose un Indice endogène de performance territoriale (IEPT). Cet indice aurait pour objectif de mettre en relation la qualité de la gouvernance, la cohésion sociale, le développement économique, la préservation de l'environnement et la responsabilité démocratique.

Sa forme initiale pourrait être exprimée ainsi :

$$IEPT = 0{,}20I + 0{,}20S + 0{,}20E + 0{,}20Env + 0{,}20D$$

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

$$IEPT = \frac{I + S + E + Env + D}{5}$$

où :

- **I** représente la performance institutionnelle ;
- **S** représente la performance sociale ;
- **E** représente la performance économique ;
- **Env** représente la performance environnementale ;
- **D** représente la performance démocratique.

Dans cette formulation, chaque dimension devrait être ramenée à une échelle comparable, par exemple de 0 à 100, à partir d'indicateurs définis de manière transparente. Les pondérations égales de 20 % constituent une hypothèse de départ et non un choix scientifiquement validé. Elles devront être discutées avec des spécialistes et les acteurs territoriaux, puis soumises à des tests de robustesse. Il conviendra également de préciser les sources des données, les méthodes de normalisation, le traitement des données manquantes et les conditions permettant les comparaisons entre districts et dans le temps.

L'IEPT doit donc être compris comme une proposition de cadre opérationnel à construire et à tester, et non comme un indice déjà validé ou une mesure actuelle de la performance de la Région Sofia.

Son intérêt potentiel réside dans la possibilité de rapprocher les données administratives, les observations économiques et environnementales ainsi que les perceptions des citoyens. Il pourrait ainsi aider à identifier les écarts entre les objectifs annoncés et les résultats observés, tout en évitant de réduire le développement territorial à la seule croissance économique.

Cette proposition présente néanmoins une limite importante : un indice agrégé peut masquer des inégalités entre communes, entre catégories sociales ou entre groupes de population. Il devra donc être complété par la présentation séparée des cinq dimensions et, lorsque les données le permettent, par une analyse des disparités territoriales et sociales.

4.3. IMPLICATIONS POUR LA RÉGION SOFIA

Les résultats de l'analyse et le cadre conceptuel proposé permettent de dégager plusieurs orientations susceptibles de renforcer la gouvernance territoriale dans la Région Sofia. Ces orientations constituent des pistes d'action à discuter avec les institutions et les populations concernées ; elles ne doivent pas être interprétées comme des recommandations dont l'efficacité aurait déjà été mesurée sur le terrain.

Première orientation : institutionnaliser une participation inclusive

La Région pourrait renforcer les mécanismes permanents de consultation et de concertation en associant les collectivités territoriales, les autorités communautaires, les agriculteurs, les femmes, les jeunes, les organisations de la société civile, le secteur privé, les établissements d'enseignement supérieur, les organisations religieuses et les partenaires techniques et financiers.

La participation ne devrait pas se limiter à la présence des acteurs lors de réunions. Elle devrait leur permettre d'accéder à l'information, de formuler des propositions, de contribuer à la définition des priorités et de suivre la mise en œuvre des décisions. Des règles de représentation et de publication des comptes rendus pourraient limiter les risques de captation des espaces de concertation par les groupes les plus influents.

Deuxième orientation : créer des plateformes territoriales de dialogue et de médiation

Des plateformes de dialogue pourraient être développées à l'échelle régionale, des districts ou des communes, selon les besoins et les compétences de chaque niveau. Elles auraient pour fonctions de faciliter les échanges entre institutions et communautés, d'identifier les tensions territoriales, de soutenir la médiation des différends relevant de leur compétence et de suivre les engagements pris par les parties.

Le fihavanana pourrait y jouer un rôle de ressource relationnelle, tandis que les principes d'impartialité, de transparence et de respect des droits garantiraient l'équité des procédures. Les modalités de saisine, la représentation des parties et les limites de la médiation devraient être clairement établies.

Troisième orientation : intégrer les savoirs locaux à la planification territoriale

Les connaissances paysannes concernant les sols, l'eau, les cycles saisonniers, les cultures, les forêts et les pratiques de conservation peuvent enrichir les diagnostics territoriaux. Leur prise en compte ne doit toutefois ni remplacer l'expertise scientifique ni

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

conduire à considérer les savoirs traditionnels comme uniformes ou infaillibles.

Une approche pertinente consisterait à organiser le dialogue entre producteurs, chercheurs, services techniques et décideurs afin de confronter les observations locales aux données scientifiques. Cette démarche permettrait d'identifier les pratiques efficaces, d'en comprendre les conditions d'application et d'adapter les politiques aux réalités écologiques et sociales des différentes zones de la Région Sofia.

Quatrième orientation : renforcer les chaînes de valeur locales

La transformation structurelle de l'économie régionale suppose de ne pas limiter le développement agricole à la production et à la commercialisation de matières premières. Le renforcement des activités de transformation, de stockage, de conditionnement, de transport et de commercialisation peut contribuer à accroître la valeur ajoutée créée localement.

Cette orientation implique notamment l'amélioration de l'accès à l'énergie, aux infrastructures, au financement, à la formation technique et aux marchés. Elle nécessite également de veiller à la répartition des bénéfices entre producteurs, transformateurs, commerçants et travailleurs. La solidarité territoriale doit ainsi se traduire par des opportunités économiques plus accessibles, et non seulement par des discours sur la coopération.

Cinquième orientation : renforcer le rôle des universités dans le développement territorial

Les établissements d'enseignement supérieur peuvent contribuer à la production de connaissances utiles à la décision publique. Ils peuvent conduire des recherches appliquées sur l'agriculture, la gouvernance, l'environnement, le droit foncier, la transformation agroalimentaire, les dynamiques culturelles et les inégalités territoriales.

Leur contribution pourrait notamment prendre la forme d'études diagnostiques, d'enquêtes auprès des ménages, d'évaluations de projets, de formations destinées aux responsables locaux et de partenariats entre chercheurs, collectivités et organisations communautaires. Une telle démarche renforcerait les liens entre recherche scientifique et action territoriale, tout en permettant de tester progressivement le modèle SOFIA de gouvernance territoriale endogène et durable.

Sixième orientation : envisager un observatoire régional de la gouvernance territoriale

La création d'un observatoire régional pourrait être étudiée afin de rassembler, de structurer et de diffuser des données utiles au suivi du développement. Celui-ci pourrait documenter la performance administrative, les investissements publics, l'accès aux services, la participation citoyenne, les inégalités territoriales, l'état de l'environnement et les différends fonciers, dans le respect des règles applicables à la collecte et à la protection des données.

L'observatoire pourrait publier périodiquement un tableau de bord et un rapport régional fondés sur des indicateurs définis à l'avance. Pour garantir sa crédibilité, il devrait disposer d'une méthodologie transparente, de sources documentées, de mécanismes de vérification et d'une gouvernance permettant de préserver son indépendance analytique.

La mise en place d'un tel dispositif pourrait également fournir un cadre de suivi pour expérimenter l'IEPT, à condition de commencer par une phase pilote permettant d'évaluer la disponibilité, la fiabilité et la comparabilité des données.

4.4. APPORT THÉORIQUE ET PERSPECTIVES DE VALIDATION DU MODÈLE SOFIA

L'apport principal de cette recherche réside dans la proposition d'un cadre de gouvernance territoriale qui articule les ressources culturelles endogènes, les institutions publiques, la participation citoyenne, le développement économique local et la durabilité environnementale.

Le modèle SOFIA de gouvernance territoriale endogène et durable (SGTED) ne considère ni la culture comme une solution suffisante aux problèmes institutionnels, ni les institutions formelles comme indépendantes des relations sociales qui structurent les territoires. Il repose plutôt sur l'hypothèse que les résultats de l'action publique peuvent être améliorés lorsque les valeurs locales compatibles avec les droits fondamentaux sont traduites en mécanismes inclusifs de coopération et articulées à des institutions dotées de moyens suffisants.

Dans ce cadre, le fihavanana, les valeurs tsimihety, la philosophie de l'Ubuntu et les valeurs chrétiennes de justice, de service et d'amour du prochain peuvent contribuer à nourrir une éthique de la responsabilité collective. Leur contribution effective doit cependant être évaluée à partir des pratiques et des résultats observés, et non déduite de leur seule présence dans le discours public.

La validation du modèle nécessitera une recherche empirique dans les districts de la Région Sofia. Elle pourrait s'appuyer sur des entretiens avec les responsables des collectivités territoriales, les

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

autorités communautaires, les organisations de producteurs, les associations de femmes et de jeunes, les acteurs économiques et les organisations de la société civile. Des enquêtes auprès des ménages, l'analyse des documents de planification et des budgets locaux, ainsi que des études de cas portant sur des projets de développement permettraient de confronter les hypothèses aux pratiques effectives.

Une attention particulière devrait être accordée à la diversité des contextes territoriaux, aux rapports de pouvoir, à la représentation des groupes vulnérables et aux différences entre les pratiques déclarées et les comportements observés. Une comparaison entre communes présentant des niveaux différents de participation et de coordination institutionnelle pourrait contribuer à préciser les conditions dans lesquelles les ressources endogènes favorisent ou ne favorisent pas la performance territoriale.

Ainsi, le SGTED doit être considéré à ce stade comme un modèle conceptuel en cours de construction. Sa valeur scientifique dépendra de la clarté de ses concepts, de la possibilité d'en mesurer les dimensions et de sa capacité à être confronté à des données empiriques susceptibles de confirmer, de nuancer ou de réfuter ses principales propositions.

V. CONCLUSION

Cette recherche avait pour objectif d'analyser les relations entre culture, fihavanana, gouvernance territoriale et développement durable dans la Région Sofia, à Madagascar. Elle s'inscrit dans une perspective qui considère que la performance des institutions territoriales ne dépend pas uniquement des dispositifs administratifs, juridiques et économiques, mais également des valeurs culturelles, des relations sociales et des ressources endogènes susceptibles de renforcer la cohésion communautaire et l'action collective. Cette approche rejoint l'analyse institutionnaliste selon laquelle les règles formelles et informelles structurent les interactions sociales et influencent les trajectoires de développement.[33]

L'analyse met en évidence le potentiel institutionnel du fihavanana, valeur ancestrale fondamentale de la société malgache, qui repose notamment sur la solidarité, la réciprocité, l'entraide, le respect mutuel, la responsabilité collective et la recherche de l'harmonie sociale.[34] Dans une région comme Sofia, caractérisée par l'importance des communautés rurales, la diversité des acteurs territoriaux et la dépendance d'une partie de la population aux ressources naturelles, le fihavanana constitue une ressource socioculturelle susceptible de favoriser la confiance, la participation citoyenne, la médiation des conflits et la coopération entre les populations et les institutions publiques. Cette contribution demeure toutefois conditionnée par les pratiques effectives et les mécanismes institutionnels qui permettent de transformer les valeurs collectives en actions concrètes.

Cette perspective trouve un prolongement pertinent dans la philosophie africaine de l'Ubuntu, souvent résumée par l'idée selon laquelle une personne devient pleinement humaine à travers ses relations avec les autres. Fondé sur l'interdépendance, la dignité humaine, la solidarité, la réciprocité et la responsabilité envers la communauté, l'Ubuntu propose une conception relationnelle du développement dans laquelle le bien-être individuel ne peut être durablement dissocié du bien-être collectif. Malgré leurs contextes historiques et culturels distincts, l'Ubuntu et le fihavanana présentent des convergences éthiques importantes, notamment dans leur valorisation de la cohésion sociale, de l'entraide, de la réconciliation et de la responsabilité partagée. Leur mise en dialogue peut ainsi contribuer à enrichir la réflexion sur les fondements socioculturels d'une gouvernance territoriale inclusive, sans pour autant effacer leurs différences respectives.

À ces deux références culturelles et philosophiques s'ajoutent les valeurs chrétiennes, qui peuvent contribuer à approfondir les fondements éthiques d'une gouvernance territoriale humaine et inclusive. L'amour du prochain, la justice, la paix, le pardon, le service, la solidarité et la protection des personnes vulnérables constituent des principes susceptibles d'encourager une gestion responsable des ressources collectives et une participation respectueuse de la dignité de chaque personne. La parabole du bon Samaritain[35], l'appel à pratiquer la justice, à aimer la miséricorde et à marcher humblement avec Dieu, ainsi que l'enseignement

[33]North, D. C. (1990). Institutions, Institutional Change and Economic Performance. Cambridge UniversityPress.

[34]Fihavanana. Concept malgache dont les significations et les pratiques peuvent varier selon les contextes sociaux et régionaux.

[35] Bible, Luc 10, 25–37. Parabole du bon Samaritain, mobilisée ici en référence à l'attention envers autrui et à la solidarité qui dépasse les frontières du groupe d'appartenance.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

relatif à la responsabilité de cultiver et de garder la création offrent des repères éthiques pouvant nourrir une conception intégrale du développement durable.

L'articulation entre Ubuntu, fihavanana et valeurs chrétiennes ne doit cependant pas être comprise comme une fusion indifférenciée de traditions distinctes, ni comme une obligation religieuse imposée à l'ensemble de la population. Elle constitue plutôt une possibilité de dialogue entre des références culturelles et éthiques convergentes, au service du bien commun, dans le respect de la diversité des convictions, de la liberté de conscience, des droits humains et de la neutralité des institutions publiques. Cette complémentarité peut contribuer à construire une gouvernance plus proche des réalités sociales, plus attentive aux besoins humains et plus responsable à l'égard des générations futures.

Toutefois, le fihavanana, l'Ubuntu et les valeurs chrétiennes ne sauraient être considérés comme des solutions automatiques aux difficultés de gouvernance. Leur contribution effective dépend de leur traduction en pratiques institutionnelles concrètes, fondées sur la transparence, la redevabilité, l'équité, la participation inclusive, le respect du droit et la lutte contre les discriminations. Les recherches sur le capital social montrent que les relations de confiance et les réseaux sociaux peuvent faciliter l'action collective, mais que leurs effets dépendent également de leur organisation et de leur contexte.[36] La solidarité communautaire ne doit donc pas servir à justifier le favoritisme, l'exclusion, la domination sociale ou la protection d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général. Les valeurs ancestrales et spirituelles ne deviennent des leviers de développement que lorsqu'elles sont mises au service de la justice, de la responsabilité publique et de la dignité humaine.

La principale conclusion de cette recherche est donc que le développement territorial durable de la Région Sofia nécessite l'articulation des principes de bonne gouvernance avec les ressources culturelles, sociales, économiques et environnementales propres au territoire. Cette orientation rejoint les approches de gouvernance territoriale qui soulignent l'importance de la coordination entre acteurs, des capacités institutionnelles et de la participation aux décisions publiques. L'enjeu n'est pas d'opposer la modernité institutionnelle à la tradition culturelle, ni de substituer les normes communautaires aux exigences du droit, mais de construire une modernité institutionnelle enracinée dans les réalités locales et ouverte aux principes de justice, de démocratie, de durabilité et de respect de la personne humaine.

Dans cette perspective, le fihavanana malgache, mis en dialogue avec l'Ubuntu africain et les valeurs chrétiennes de solidarité, de justice et de service, peut constituer un fondement éthique et social pour renforcer la confiance entre les citoyens, les collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'État, les organisations de la société civile et les acteurs économiques. Cette orientation suppose de traduire les valeurs partagées en mécanismes opérationnels : concertation communautaire, médiation des conflits, budgets participatifs, coopération intercommunale, initiatives économiques solidaires, protection collective des ressources naturelles et dispositifs transparents de suivi des projets territoriaux. La gouvernance des ressources communes montre notamment l'importance de règles adaptées au contexte local, de la participation des usagers et de mécanismes de contrôle clairement définis.

Le modèle SGTED (Modèle SOFIA de gouvernance territoriale endogène et durable), proposé dans cet article, prend tout son sens dans cette dynamique d'intégration. En articulant culture, capital social, institutions, économie locale et durabilité environnementale, il vise à dépasser une approche exclusivement administrative ou sectorielle du développement. Il invite à considérer le territoire comme un système dynamique dans lequel les valeurs socioculturelles, la qualité des institutions, les capacités économiques des populations et la préservation des écosystèmes interagissent et influencent conjointement les trajectoires de développement. Ce modèle constitue, à ce stade, une proposition conceptuelle qui doit être confrontée aux réalités empiriques afin d'en déterminer la portée explicative et les conditions d'application.

Pour la Région Sofia, cette orientation pourrait favoriser le passage d'une conception du territoire dans laquelle la population demeure principalement destinataire des politiques publiques à une approche participative où les citoyens deviennent de véritables coproducteurs du développement territorial. Une telle transformation implique de reconnaître les savoirs locaux, de renforcer les capacités des acteurs communautaires,

[36] Coleman, J. S. (1988). "Social Capital in the Creation of Human Capital." American Journal of Sociology, 94, supplément, S95–S120. https://doi.org/10.1086/228943. Cette étude analyse le rôle du capital social dans l'action collective et la création de ressources facilitant les relations entre individus.

International Journal of Humanities Social Science and Management (IJHSSM)
Volume 6, Issue 5, Sep. – Oct., 2026, pp: 433-456 ISSN: 3048-6874
www.ijhssm.org

de soutenir les initiatives économiques endogènes et d'assurer une articulation cohérente entre les priorités exprimées par les populations et les stratégies de développement des institutions publiques.

Ainsi, le développement territorial durable ne saurait être réduit à la croissance économique, à la réalisation d'infrastructures ou à l'amélioration des indicateurs administratifs. Il doit également se mesurer à la qualité des relations sociales, à la justice dans la répartition des opportunités, à la participation effective des citoyens, à la capacité de résoudre pacifiquement les conflits, à la préservation du patrimoine naturel et à l'amélioration durable des conditions de vie. Cette conception rejoint les objectifs de développement durable qui associent les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement.[37] Dans cette perspective, l'Ubuntu, le fihavanana et les valeurs chrétiennes peuvent alimenter une éthique du développement fondée sur la solidarité, la responsabilité, le respect de la vie et la recherche du bien commun, sans se substituer aux exigences institutionnelles et scientifiques de l'action publique.

Enfin, la portée scientifique de cette recherche demeure liée à la nécessité de confronter le modèle proposé aux réalités empiriques du territoire. Une prochaine étape consisterait à tester le modèle SGTED dans les sept districts de la Région Sofia, en combinant des questionnaires, des entretiens semi-directifs, des observations de terrain, une analyse institutionnelle et l'exploitation de données statistiques. Cette investigation permettrait notamment d'évaluer les relations entre les niveaux de confiance communautaire, les pratiques de fihavanana, les manifestations locales de solidarité proches de l'Ubuntu, les valeurs éthiques mobilisées par les acteurs, la participation citoyenne, la qualité institutionnelle et la performance des projets territoriaux. Elle permettrait également d'examiner les limites de ces ressources, notamment les risques d'exclusion, de favoritisme ou de concentration du pouvoir. Les résultats devraient être interprétés en tenant compte du contexte propre à chaque territoire, sans présumer à l'avance de l'existence d'une relation causale.

En définitive, l'ambition d'une gouvernance territoriale durable pour la Région Sofia est de faire dialoguer l'héritage ancestral malgache, les valeurs et pratiques sociales tsimihety, la philosophie relationnelle africaine de l'Ubuntu, les valeurs chrétiennes et les exigences contemporaines de bonne gouvernance dans un cadre institutionnel inclusif, responsable et respectueux des droits humains. Il s'agit de faire du fihavanana, éclairé par les principes de l'Ubuntu et mis en pratique dans un esprit de justice, d'amour du prochain et de service, non pas une simple référence identitaire, mais une ressource concrète au service de la cohésion sociale, de la participation démocratique et du développement durable. Cette démarche ouvre la voie à un modèle de développement territorial à la fois enraciné dans les réalités locales, attentif à la dignité humaine et orienté vers la prospérité partagée des générations présentes et futures.

[37] Nations Unies (2015). Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Résolution A/RES/70/1 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Ouvrages et articles scientifiques

1. Andriamalala, G., & Gardner, C. J. (2010). L'utilisation du *dina* comme outil de gouvernance des ressources naturelles : leçons tirées de Velondriake, sud-ouest de Madagascar. *Tropical Conservation Science, 3*(4), 447–472. https://doi.org/10.1177/194008291000300409
2. Bourdieu, P. (1986). The forms of capital. In J. G. Richardson (Ed.), *Handbook of theory and research for the sociology of education* (pp. 241–258). Greenwood Press.
3. Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *American Journal of Sociology, 94*, S95–S120. https://doi.org/10.1086/228943
4. North, D. C. (1990). *Institutions, institutional change and economic performance*. Cambridge UniversityPress.
5. Ostrom, E. (1990). *Governing the commons: The evolution of institutions for collective action*. Cambridge UniversityPress.
6. Putnam, R. D. (1993). *Makingdemocracywork: Civic traditions in modern Italy*. Princeton UniversityPress.
7. Sandron, F. (2008). Le *fihavanana* à Madagascar : lien social et économique des communautés rurales. *Revue Tiers Monde, 195*(3), 507–522. https://doi.org/10.3917/rtm.195.0507
8. Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Alfred A. Knopf.

9. Waghid, Y. (2020). Towards an "Ubuntu" philosophy of highereducation in Africa. *Studies in Philosophy and Education, 39*, 299–308. https://doi.org/10.1007/s11217-019-09689-6
10. Wilson, P. J. (1967). Tsimihetykinship and descent. *Africa, 37*(2), 133–154. https://doi.org/10.2307/1158252

Gouvernance territoriale et politiques publiques

11. Organisation for EconomicCo-operation and Development. (2023). *Recommendation of the Council on RegionalDevelopment Policy* (OECD/LEGAL/0492). https://legalinstruments.oecd.org/en/instruments/OECD-LEGAL-0492
12. Organisation for EconomicCo-operation and Development. (2025). *Place-basedpolicies for the future*. OECD Publishing. https://doi.org/10.1787/e5ff6716-en

Statistiques et documentation nationale de Madagascar

13. Institut National de la Statistique. (2021). *Résultats définitifs du troisième Recensement général de la population et de l'habitation (RGPH-3) de 2018*. https://www.instat.mg/p/resultats-definitifs-du-rgph-3
14. Institut National de la Statistique. (2023). *Atlas démographique du RGPH-3 de 2018*. https://www.instat.mg/p/rgph-3-atlas-demographique-du-rgph-3-de-2018

Textes internationaux sur les droits humains et le développement durable

15. Nations Unies. (1948). *Déclaration universelle des droits de l'homme*. https://www.un.org/fr/about-us/universal-declaration-of-human-rights
16. Nations Unies. (2015). *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030* (A/RES/70/1). https://sdgs.un.org/2030agenda